



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 61.919/1V-2V
du 20 septembre 2017

advies 61.919/1V-2V
van 20 september 2017

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions financières
diverses'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse financiële
bepalingen'

Le 18 juillet 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 1^{er} septembre 2017 et prorogé jusqu'au 20 septembre 2017 **, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions financières diverses'.

Les chapitres I^{er}, IX et X, XIV et XXI (section 4) de l'avant-projet ont été examinés par la première chambre des vacations le 12 septembre 2017. La chambre était composée de Jan SMETS, conseiller d'État, président, Wouter PAS et Patricia DE SOMERE, conseillers d'État, Jan VELAERS et Michel TISON, assesseurs, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Paul DEPUYDT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jan SMETS.

Les chapitres I^{er} à VIII, XI à XIII, XV à XX et XXI (sections 1 à 3 et 5) de l'avant-projet ont été examinés par la deuxième chambre des vacations le 29 août 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 septembre 2017.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

** Par courriel du 17 août 2017.

Op 18 juli 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 1 september 2017 en verlengd tot 20 september 2017** een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse financiële bepalingen'.

De hoofdstukken I^{er}, IX en X, XIV en XXI (afdeling 4) van het voorontwerp zijn door de eerste vakantiekamer onderzocht op 12 september 2017. De kamer was samengesteld uit Jan SMETS, staatsraad, voorzitter, Wouter PAS et Patricia DE SOMERE, staatsraden, Jan VELAERS et Michel TISON, assessoren, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Paul DEPUYDT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jan SMETS.

De hoofdstukken I^{er} tot VIII, XI tot XIII, XV tot XX en XXI (afdelingen 1 à 3 et 5) van het voorontwerp zijn door de tweede vakantiekamer onderzocht op 29 augustus 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 september 2017.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

** Bij e-mail van 17 augustus 2017.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

CHAPITRE I^{ER} – Disposition générale

CHAPITRE II – Modifications de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement

CHAPITRE III – Modification de l'article 185bis, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR) donnant compétence au Roi pour déterminer les conditions de radiation des organismes de placement en créances institutionnels de la liste tenue par le SPF Finances

CHAPITRE IV – Modification de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique

Ces chapitres n'appellent aucune observation.

CHAPITRE V – Modifications de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers

La section de législation s'interroge sur le sens de l'adverbe « notamment » à l'article 7, § 2, alinéa 2, en projet, alors que cet adverbe n'apparaît pas dans les définitions similaires qui suivent ; elle se demande, par ailleurs, pourquoi la disposition en projet désigne expressément la FSMA dans une disposition qui mentionne « l'autorité compétente », étant entendu que la FSMA est désignée comme telle par l'article 17 de la loi du 22 mars 2006 'relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers'.

CHAPITRE VI – Modification du chapitre V de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I)

CHAPITRE VII – Modifications de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement

Ces chapitres n'appellent aucune observation.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

CHAPITRE VIII – Modifications de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances

Article 16

Alors que le commentaire de cet article utilise les termes « organe légal d'administration » pour désigner ce qui correspond dans les textes en projet au « conseil d'administration », la rédaction actuelle des articles 39 et 40 de la loi du 3 août 2012 'relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances' recourt également à cette même notion d'« organe légal d'administration » – de même que, par exemple, les textes en projet à l'article 18 –, de sorte que c'est cette dernière expression qu'il convient de substituer aux mots « conseil d'administration » dans les textes en projet.

CHAPITRE IX – Modifications du Code de droit économique

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE X – Modifications de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances

Article 23

Il a été demandé au délégué si l'intention des auteurs du projet est d'imposer aux entreprises d'assurance des obligations concernant la notification de modifications relatives à la situation des intermédiaires d'assurances, dès lors que les entreprises d'assurance, en tant qu'entités distinctes, n'ont pas nécessairement connaissance des informations que l'intermédiaire a fournies lors de la demande d'inscription.

Le délégué a répondu ce qui suit :

« La modification apportée à l'article 267, § 1^{er} de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances par l'avant-projet de loi portant des dispositions financières diverses concerne l'exigence d'honorabilité professionnelle des intermédiaires d'assurance (cf. article 268, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o), de leurs dirigeants effectifs si ces intermédiaires sont des personnes morales (cf. art. 269, alinéa 1^{er}, 1^o), de leurs responsables de la distribution (cf. art. 260, alinéa 1^{er}), mais également des responsables de la distribution désignés au sein d'une entreprise d'assurance faisant de la distribution directe, c.-à-d sans recourir à l'intermédiation (cf. article 259, alinéa 1^{er}). De ce fait, les entreprises d'assurance devaient donc également être visées dans la disposition modificative de l'article 267, § 1^{er}.

En outre, l'objectif poursuivi par cette disposition modificative, à savoir permettre à l'autorité de contrôle (en l'occurrence la FSMA) d'être informée sans délai de tout nouveau fait susceptible d'avoir une influence sur l'appréciation du caractère 'fit & proper' des personnes concernées, ne pourrait être intégralement et efficacement atteint si les entreprises d'assurance étaient exclues de cette disposition, alors qu'elles sont susceptibles d'avoir connaissance de tels faits dans le cadre de leurs relations avec leurs intermédiaires. Ceci est d'autant plus vrai pour les entreprises d'assurance travaillant avec

des agents liés qui agissent au nom et pour leur compte, sous leur responsabilité et leur contrôle.

Ce principe général de communication à la FSMA de tout élément pouvant mettre en doute le respect des conditions d'inscription des intermédiaires est d'ailleurs déjà prévu à l'article 261bis de la loi du 4 avril 2014 et est ici illustré de manière plus spécifique pour la condition du 'fit & proper', et ce par analogie aux modifications apportées aux autres lois de contrôle du secteur financier modifiées dans le présent avant-projet de loi (cf. notamment la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse).

Enfin, il est précisé que la partie 6 dans laquelle se trouve l'article modifié ne porte pas uniquement sur les activités d'intermédiation, mais également sur la distribution d'assurances, pour laquelle les entreprises d'assurance sont concernées. Ainsi, plusieurs dispositions de cette partie contiennent déjà des obligations dans le chef des entreprises d'assurance (par exemple les articles 262, § 2, 264, § 4, 268, § 1, alinéa 1^{er}, 3^o, 270, § 6, 271, etc...) ».

Par souci de sécurité juridique, il est recommandé d'insérer cette précision dans l'exposé des motifs et d'y faire également référence dans les développements relatifs aux autres dispositions de l'avant-projet qui ont pour objet d'imposer des obligations analogues aux entreprises réglementées en ce qui concerne les intermédiaires (voir en particulier les articles 7 et 20 de l'avant-projet).

CHAPITRE XI – Modifications de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires

Article 25

L'observation formulée sous l'article 16 vaut *mutatis mutandis* pour cet article, puisque les articles 206 et 207 de la loi du 19 avril 2014 'relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires' utilisent également les termes « organe légal d'administration ».

CHAPITRE XII – Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse

CHAPITRE XIII – Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers

CHAPITRE XIV – Modifications de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance

Ces chapitres n'appellent aucune observation.

CHAPITRE XV – Modifications de la loi du 25 octobre 2016 portant création de l'Agence fédérale de la Dette et suppression du Fonds des Rentes

Article 51

La section de législation se demande si la rédaction de la disposition appelée à former l'article 3 de la loi du 25 octobre 2016 n'est pas de nature à concerner les instruments financiers dont l'Agence, en vertu de l'article 3 de la loi n'assure que la gestion opérationnelle.

La disposition et le commentaire de l'article devront être rédigés de manière à mieux identifier les contrats concernés.

CHAPITRE XVI – Modifications de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement

CHAPITRE XVII – Modifications de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances

Ces chapitres n'appellent aucune observation.

CHAPITRE XVIII – Transposition de diverses dispositions de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012

Section 1 – Disposition générale

Section 2 – Modification de la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition

Section 3 – Modification du Code des sociétés

Ces sections n'appellent aucune observation.

Section 4 – Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse

Article 62

Pour la correcte numérotation – qui devrait en conséquence être « 81° » – de la définition à ajouter à l'article 3 de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse', il y aura lieu de tenir compte de l'article 153, points f), g), h) et i), de l'avant-projet de loi 'relative aux infrastructures des marchés

d'instruments financiers et portant transposition de la Directive 2014/65/UE' sur lequel la section de législation a donné l'avis n° 61.644/2 le 12 juillet 2017.

Section 5 – Modifications de la loi du 28 décembre 2011 relative au Fonds de résolution

Cette section n'appelle aucune observation.

CHAPITRE XIX – Suppression du conseil d'agrément des agents de change et du titre d'agent de change

Section 1 – Dispositions relatives à [la] suppression du conseil d'agrément des agents de change et du titre d'agent de change

Section 2 – Dispositions abrogatoires et modificatives

Ces sections n'appellent aucune observation.

Section 3 – Disposition transitoire

Article 88

La section de législation s'interroge sur la notion d'«agent de change en interruption de carrière », compte tenu de la conséquence que l'avant-projet y attache.

Le commentaire de l'article sera à tout le moins complété sur ce point.

Section 4 – Entrée en vigueur

Cette section n'appelle aucune observation.

CHAPITRE XX – Octroi de prêts concessionnels à l'Association internationale de Développement dans le cadre de la dix-huitième reconstitution des ressources (IDA18)

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE XXI – Dispositions réparatrices diverses

Section 1 – Modifications de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers

Article 91

L'article 38, point a), de la loi du 25 décembre 2016 'modifiant diverses dispositions relatives aux sûretés réelles mobilières' dispose comme suit :

« À l'article 4 de la [...] loi [du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers], modifié par la loi du 26 septembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La mise en possession d'instruments financiers inscrits en compte peut être établie notamment par leur inscription au crédit d'un compte spécial ouvert au nom du constituant ou du bénéficiaire de la garantie ou encore d'un tiers qui détient la sûreté pour le compte du bénéficiaire. Le fait que les avoirs donnés en garantie sont enregistrés dans les livres d'un intermédiaire ne prive pas celui-ci d'agir en qualité de partie en ce qui concerne ces avoirs. Lorsque les instruments financiers sont inscrits au crédit d'un compte spécial ouvert au nom du bénéficiaire ou d'un tiers agissant pour le compte de celui-ci, il n'est pas porté atteinte à l'obligation de possession ou de contrôle si, jusqu'à nouvel ordre du bénéficiaire ou du tiers agissant pour le compte de celui-ci, le constituant de la garantie conserve des droits de disposition définis dans la convention constitutive de sûreté réelle ».

Conformément à l'article 70 de la loi du 25 décembre 2016, cette disposition « entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi du 11 juillet 2013 modifiant le Code civil en ce qui concerne les sûretés réelles mobilières et abrogeant diverses dispositions en cette matière »¹, c'est-à-dire « à une date à fixer par le Roi, mais au plus tard » le 1^{er} janvier 2018.

Cette disposition modificative n'est donc pas en vigueur, le Roi n'ayant pas fait usage jusqu'à présent de ce pouvoir.

Par conséquent, il y a lieu d'omettre dans la phrase liminaire – outre le « 3^o » – la mention de la date de la loi du 25 décembre 2016 et d'insérer dans l'avant-projet une disposition supplémentaire destinée à abroger l'article 38, point a), de la loi du 25 décembre 2016 'modifiant diverses dispositions relatives aux sûretés réelles mobilières'².

¹ De même que prévu à l'article 93 de l'avant-projet, pour l'entrée en vigueur de son article 91.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 128 à 130.

Section 2 – Modification à la loi du 3 août 2012 relative à des mesures diverses pour faciliter la mobilisation de créances dans le secteur financier

Article 95

La section 1bis est insérée par l'article 94 et non 93 de l'avant-projet.

Section 3 – Modification de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse

Article 97

Il y a lieu de préciser dans la version française du 1° que la modification est apportée dans la version néerlandaise.

Section 4 – Modifications de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance

Dans le texte français de l'intitulé de la section 4 du chapitre XXI du projet on écrira « entreprises d'assurance » au lieu de « entreprises d'assurances ».

Section 5 – Modification au Code des sociétés

Cette section n'appelle aucune observation.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

HOOFDSTUK I – Algemene bepaling

HOOFDSTUK II – Wijzigingen in de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen

HOOFDSTUK III – Wijziging van artikel 185bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB) waarbij aan de Koning bevoegdheid wordt verleend om de voorwaarden te bepalen voor de schrapping van institutionele instellingen voor belegging in schuldvorderingen van de gehouden lijst door de FOD Financiën

HOOFDSTUK IV – Wijziging in de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België

Deze hoofdstukken geven geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK V – Wijzigingen in de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten

De afdeling Wetgeving vraagt zich af wat de betekenis is van het bijwoord “inzonderheid” in het ontworpen artikel 7, § 2, tweede lid, aangezien, dat bijwoord niet voorkomt in de soortgelijke definities die daarop volgen. Voorts vraagt ze zich af waarom de FSMA in de ontworpen bepaling uitdrukkelijk vermeld wordt terwijl in die bepaling reeds sprake is van “de bevoegde autoriteit” en de FSMA bij artikel 17 van de wet van 22 maart 2006 ‘betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten’ als bevoegde autoriteit aangewezen is.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

HOOFDSTUK VI – Wijziging in hoofdstuk V van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I)

HOOFDSTUK VII – Wijzigingen in de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen

Deze hoofdstukken geven geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK VIII – Wijzigingen in de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen

Artikel 16

Terwijl in de commentaar van dit artikel de woorden “wettelijk bestuursorgaan” gebruikt worden om aan te duiden wat in de ontworpen teksten overeenkomt met “raad van bestuur”, wordt in de huidige redactie van de artikelen 39 en 40 van de wet van 3 augustus 2012 ‘betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen’ eveneens gebruikt gemaakt van datzelfde begrip “wettelijk bestuursorgaan” – net zoals bijvoorbeeld in de in artikel 18 ontworpen teksten – zodat die uitdrukking in de ontworpen teksten in de plaats moet komen van de woorden “raad van bestuur”.

HOOFDSTUK IX – Wijzigingen aan het Wetboek van economisch recht

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK X – Wijzigingen aan de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen

Artikel 23

Aan de gemachtigde werd gevraagd of het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp om aan de verzekeringsondernemingen verplichtingen op te leggen betreffende de melding van wijzigingen inzake de toestand van verzekeringstussenpersonen, nu de verzekeringsondernemingen, als afzonderlijke entiteiten, niet noodzakelijk kennis hebben van de informatie die de tussenpersoon bij de aanvraag tot inschrijving heeft verstrekt.

De gemachtigde antwoordde als volgt:

“La modification apportée à l'article 267, § 1^{er} de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances par l'avant-projet de loi portant des dispositions financières diverses concerne l'exigence d'honorabilité professionnelle des intermédiaires d'assurance (cf. article 268, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o), de leurs dirigeants effectifs si ces intermédiaires sont des personnes morales (cf. art. 269, alinéa 1^{er}, 1^o), de leurs responsables de la distribution (cf.

art. 260, alinéa 1^{er}), mais également des responsables de la distribution désignés au sein d'une entreprise d'assurance faisant de la distribution directe, c.-à-d sans recourir à l'intermédiation (cf. article 259, alinéa 1^{er}). De ce fait, les entreprises d'assurance devaient donc également être visées dans la disposition modificative de l'article 267, § 1^{er}.

En outre, l'objectif poursuivi par cette disposition modificative, à savoir permettre à l'autorité de contrôle (en l'occurrence la FSMA) d'être informée sans délai de tout nouveau fait susceptible d'avoir une influence sur l'appréciation du caractère 'fit & proper' des personnes concernées, ne pourrait être intégralement et efficacement atteint si les entreprises d'assurance étaient exclues de cette disposition, alors qu'elles sont susceptibles d'avoir connaissance de tels faits dans le cadre de leurs relations avec leurs intermédiaires. Ceci est d'autant plus vrai pour les entreprises d'assurance travaillant avec des agents liés qui agissent au nom et pour leur compte, sous leur responsabilité et leur contrôle.

Ce principe général de communication à la FSMA de tout élément pouvant mettre en doute le respect des conditions d'inscription des intermédiaires est d'ailleurs déjà prévu à l'article 261bis de la loi du 4 avril 2014 et est ici illustré de manière plus spécifique pour la condition du 'fit & proper', et ce par analogie aux modifications apportées aux autres lois de contrôle du secteur financier modifiées dans le présent avant-projet de loi (cf. notamment la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse).

Enfin, il est précisé que la partie 6 dans laquelle se trouve l'article modifié ne porte pas uniquement sur les activités d'intermédiation, mais également sur la distribution d'assurances, pour laquelle les entreprises d'assurance sont concernées. Ainsi, plusieurs dispositions de cette partie contiennent déjà des obligations dans le chef des entreprises d'assurance (par exemple les articles 262, § 2, 264, § 4, 268, § 1, alinéa 1^{er}, 3^o, 270, § 6, 271, etc...).

Het verdient, ter wille van de rechtszekerheid, aanbeveling om deze verduidelijking in de memorie van toelichting op te nemen, en hiernaar ook te verwijzen in de toelichting bij andere bepalingen van het voorontwerp die ertoe strekken analoge verplichtingen op te leggen aan gereguleerde ondernemingen voor wat betreft de tussenpersonen (zie in het bijzonder de artikelen 7 en 20 van het voorontwerp).

HOOFDSTUK XI – Wijzigingen in de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders

Artikel 25

De opmerking die bij artikel 16 gemaakt is geldt *mutatis mutandis* ook voor dit artikel, aangezien in de artikelen 206 en 207 van de wet van 19 april 2014 'betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders' eveneens gebruik wordt gemaakt van de woorden "wettelijk bestuursorgaan".

HOOFDSTUK XII – Wijzigingen in de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen

HOOFDSTUK XIII – Wijzigingen in de wet van 25 april 2014 inzake het statuut van en het toezicht op de onafhankelijk financieel planners en inzake het verstrekken van raad over financiële planning door gereguleerde ondernemingen en tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en in de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten

HOOFDSTUK XIV – Wijzigingen aan de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen

Deze hoofdstukken geven geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK XV – Wijzigingen in de wet van 25 oktober 2016 houdende oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en opheffing van het Rentenfonds

Artikel 51

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of de redactie van de bepaling die artikel 3 van de wet van 25 oktober 2016 zou moeten worden, geen betrekking kan hebben op de financiële instrumenten waarvan het Agentschap krachtens artikel 3 van de wet slechts het operationeel beheer voert.

De bepaling en de commentaar van het artikel dienen aldus gesteld te worden dat duidelijker tot uiting komt om welke contracten het gaat.

HOOFDSTUK XVI – Wijzigingen in de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies

HOOFDSTUK XVII – Wijzigingen in de wet van 18 december 2016 tot regeling van de erkenning en de afbakening van crowdfunding en houdende diverse bepalingen inzake financiën

Deze hoofdstukken geven geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK XVIII – Omzetting van diverse bepalingen van Richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad

Afdeling 1 – Algemene bepaling

Afdeling 2 – Wijziging in de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen

Afdeling 3 – Wijziging in het Wetboek van vennootschappen

Deze afdelingen geven geen aanleiding tot opmerkingen.

Afdeling 4 – Wijzigingen in de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen

Artikel 62

Voor de juiste nummering – die “81°” zou moeten zijn – van de definitie die wordt ingevoegd in artikel 3 van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’, dient rekening te worden gehouden met artikel 153, f), g), h) en i), van het voorontwerp van wet ‘over de infrastructuur voor de markten voor financiële instrumenten en houdende omzetting van Richtlijn 2014/65/EU’ waarover de afdeling Wetgeving op 12 juli 2017 advies 61.644/2 gegeven heeft.

Afdeling 5 – Wijziging in de wet van 28 december 2011 op het Afwikkelingsfonds

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK XIX – Opheffing van de Erkenningsraad voor effectenmakelaars en van de titel van effectenmakelaar

Afdeling 1 – Bepalingen over de opheffing van de Erkenningsraad voor effectenmakelaars en van de titel van effectenmakelaar

Afdeling 2 – Opheffings- en wijzigingsbepalingen

Deze afdelingen geven geen aanleiding tot opmerkingen.

Afdeling 3 – Overgangsbepaling

Artikel 88

De afdeling Wetgeving heeft vragen bij het begrip “effectenmakelaar in loopbaanonderbreking”, gelet op het gevolg dat het voorontwerp daaraan verbindt.

De commentaar van het artikel zou op zijn minst op dat punt aangevuld moeten worden.

Afdeling 4 – Inwerkingtreding

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK XX – Toekenning van concessionele leningen aan de Internationale Ontwikkelingsassociatie in het kader van de achttiende wedersamenstelling van de middelen (IDA18)

Dit hoofdstuk geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

HOOFDSTUK XXI – Diverse herstelbepalingen

Afdeling 1 – Wijzigingen in de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten

Artikel 91

Artikel 38, a), van de wet van 25 december 2016 ‘houdende de wijziging van verscheidene bepalingen betreffende de zakelijke zekerheden op roerende goederen’ luidt als volgt:

“In artikel 4 van [de] wet [van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten], gewijzigd bij de wet van 26 september 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

‘De inbezitstelling van op rekening geboekte financiële instrumenten kan inzonderheid worden gerealiseerd door de creditering van die instrumenten op een speciale rekening geopend op naam van de zekerheidsverschaffer of van de begunstigde van de zekerheid of van een derde die de zekerheid houdt voor rekening van de begunstigde. Het feit dat de als zekerheid verschaft activa in de boeken van een bemiddelaar worden ingeschreven verhindert die bemiddelaar niet om, met betrekking tot die activa, te handelen als een partij. Wanneer de financiële instrumenten zijn gecrediteerd op een speciale rekening op naam van de begunstigde of van een derde die optreedt voor diens rekening, wordt aan de

vereiste van bezit of controle geen afbreuk gedaan indien tot nader bericht van de begunstigde of de derde die voor zijn rekening optreedt de zekerheidsverschaffer nog beschikkingsrechten heeft die in de zakelijke-zekerheidsovereenkomst nader zijn bepaald.”

Overeenkomstig artikel 70 van de wet van 25 december 2016 “treedt [die bepaling] in werking op de dag van inwerkingtreding van de wet van 11 juli 2013 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de zakelijke zekerheden op roerende goederen betreft en tot opheffing van diverse bepalingen ter zake”,¹ dat wil zeggen “op een door de Koning te bepalen datum doch uiterlijk” op 1 januari 2018.

Die wijzigingsbepaling is dus nog niet van toepassing, aangezien de Koning tot nog toe van die bevoegdheid geen gebruik gemaakt heeft.

Bijgevolg dient in de inleidende zin niet alleen de vermelding van de bepaling onder “3°” weggelaten te worden, maar ook de vermelding van de datum van de wet van 25 december 2016. In het voorontwerp dient voorts een extra bepaling ingevoegd te worden tot opheffing van artikel 38, a), van de wet van 25 december 2016 ‘houdende de wijziging van verscheidene bepalingen betreffende de zakelijke zekerheden op roerende goederen’.²

Afdeling 2 – Wijzigingen in de wet van 3 augustus 2012 betreffende diverse maatregelen ter vergemakkelijking van de mobilisering van schuldvorderingen in de financiële sector

Artikel 95

Afdeling 1bis wordt niet ingevoegd bij artikel 93 maar bij artikel 94 van het voorontwerp.

Afdeling 3 – Wijziging in de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen

Artikel 97

In de Franse tekst van de bepaling onder 1° dient aangegeven te worden dat het om een wijziging in de Nederlandse tekst gaat.

Afdeling 4 – Wijzigingen in de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen

In de Franse tekst van het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk XXI van het ontwerp schrijve men “entreprises d’assurance” in plaats van “entreprises d’assurances”.

¹ Zoals in artikel 93 van het voorontwerp bepaald wordt wat de inwerkingtreding van artikel 91 van het voorontwerp betreft.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 128 tot 130.

Afdeling 5 – Wijziging van het Wetboek van Vennootschappen

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Greet VERBERCKMOES

Jan SMETS

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY